



■ République Française
Département de l'Oise
Arrondissement de Clermont
Canton d'Estrées Saint Denis
Commune de Maignelay-Montigny

■ Arrêté du Maire n°2024-039

Autorisation d'occupation du domaine public accordée à l'entreprise Vincent BAUDIN pour l'installation d'un échafaudage sur le trottoir devant la propriété de M. Etienne DOCHY au 3 rue d'Audivillers à compter du 1^{er} juillet 2024.

Le Maire,

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-1 et suivants,
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice des pouvoirs de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,
- Vu la circulaire n° 82-230 du 17 juillet 1986 relative à l'exercice des pouvoirs de police par le Maire, le Président du Conseil Général et le représentant de l'état dans le département en matière de circulation routière,
- Vu la demande en date du 28 juin 2024 de M. Etienne DOCHY, domicilié 3 rue d'Audivillers à Maignelay-Montigny (60420), sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public pour l'installation d'un échafaudage sur le trottoir devant sa propriété à compter du 1^{er} juillet 2024, afin que l'entreprise Vincent BAUDIN réalise des travaux de couverture,

■ **Considérant :**

Que cette autorisation d'occupation du domaine public, peut être tolérée, en raison de la nécessité pour le pétitionnaire de poser un échafaudage sur le domaine public afin de lui permettre l'exécution des travaux,

■ **Arrête :**

Article 1 : L'entreprise Vincent BAUDIN est autorisée à occuper le domaine public pour l'installation d'un échafaudage sur le trottoir devant la propriété de M. Etienne DOCHY au 3 rue d'Audivillers à compter du 1^{er} juillet 2024.

Article 2 : L'entreprise Vincent BAUDIN devra se charger de la signalisation réglementaire du chantier dans la journée, de 08h00 à 18h00, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

Article 3 : La présente autorisation est valable à compter du 1^{er} au 31 juillet 2024, pendant toute la durée des travaux. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration de ce délai.

Article 4 : La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

Article 5 : Tout changement susceptible de modifier le présent arrêté sera signalé aux services précités.

Article 6 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à l'attention :

- du Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Maignelay-Montigny ;
- du Commandant du Centre de Secours de de Maignelay-Montigny ;
- de l'agent de Police Municipale de Maignelay-Montigny ;
- des Services Techniques de Maignelay-Montigny ;
- des services de la Communauté de Communes du Plateau Picard ;
- de M. Etienne DOCHY de Maignelay-Montigny ;
- de l'entreprise Vincent BAUDIN de Quinquempoix ;

et affiché et publié dans la commune.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens sis 14 rue Lemerchier - 80011 AMIENS CEDEX 1 dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du www.telerecours.fr

Fait à Maignelay-Montigny, le 28 juin 2024

Pour le Maire et par délégation
Le Maire-adjoint
Gilles LEGUEN



Envoyé en préfecture le 28/06/2024

Reçu en préfecture le 28/06/2024

Publié le

ID : 060-216003715-20240628-28JUN2024_1-AI